

Cahier des Charges des Expositions temporaires du musée de l'Orangerie

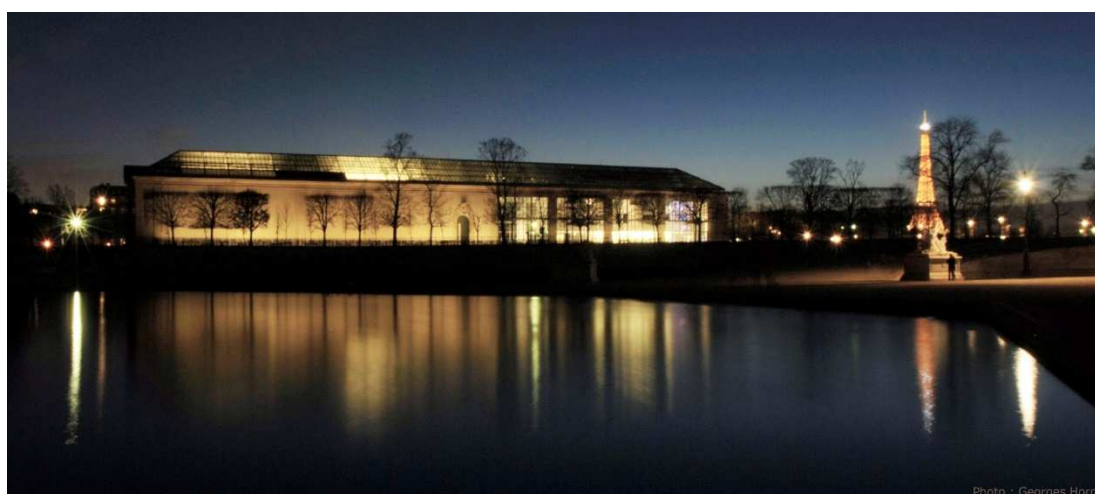


TABLE DES MATIERES

Lexique	4
Chapitre 1 : Présentation Générale.....	5
Chapitre 2 : Prescriptions générales à appliquer par le maître d'œuvre lors de la conception de l'exposition	6
2.1. Procédure d'accès au musée.....	6
2.1.1. Utilisation des Monte-charges	6
2.1.2 Livraison lourdes (matériel ou œuvres)	7
2.2. Contraintes au regard du règlement du 25/06/1980 modifié, relatif à la sécurité incendie dans les ERP	8
2.2.1. Procédure et constitution du dossier de sécurité	8
2.2.2. Effectif admissible et système de comptage des visiteurs.....	9
2.2.3. Dégagements et issues.....	10
2.2.4. Aménagements intérieurs.....	11
2.2.5. Désenfumage.....	12
2.2.6. Chauffage – Ventilation – Climatisation (CVC)	12
2.2.7. Electricité - Eclairage de sécurité	12
2.2.8. Moyens de secours et équipements de sécurité	15
2.3. Contraintes au regard du bâtiment.....	16
2.3.1. Charge au sol des espaces des expositions temporaires	17
2.3.3. Maintenance	17
2.3.4. Remise en état des lieux.....	17
2.4.2. Sûreté des œuvres.....	18
2.4.3. Système de supervision Vol/Effraction (vidéoprotection, vidéosurveillance, détection électronique)	19
2.4.4. Surveillance humaine	19
2.5. Contraintes liées à la signalétique.....	19
2.5.1. Typologie	19
2.5.2. Etapes de projet	20
2.5.3. Contraintes	20
Chapitre 3 : Prescriptions applicables aux entreprises lors du montage et du démontage des installations	20
3.1. Sécurité et Protection de la Santé	20
3.2. Consignes générales de sécurité	21
3.2.1. Sécurité des personnes	21

3.2.2. Permis feu - Poussières	21
3.2.3. Gaz et électricité.....	23
3.2.4. Procédure en cas de situation dangereuse, d'accident ou d'évacuation	23
3.2.5. Interdiction de fumer	23
3.2.6. Sûreté des œuvres et des installations techniques.....	23
3.3. Accès et circulation dans le bâtiment	24
3.4. Conditions de travail	24
3.5. Comportement	25
3.6. Nettoyage du chantier.....	25
3.7. Alimentation et évacuation des eaux.....	25
3.8. Prise des repas.....	25
3.9. Confidentialité	25
3.10. PV de Réception de chantiers des expositions.....	25
Chapitre 4 : Dispositions relatives à l'accessibilité des personnes en situation de handicap	26
4.1. Dispositions Prévues.....	26
4.1.1. Accueil du public.....	26
4.1.2. Circulations intérieures horizontales	26
4.1.3. Revêtements de sols, murs et plafonds	26
4.1.4. Portes	26
4.1.5. Dispositifs de commande et équipements situés dans les locaux	27
4.1.6. Zones d'accueil	27
4.1.7. Espaces libres	27
4.1.8. Sanitaires	28
4.1.9. Information et signalisation	29
Chapitre 5 : Liste et numéros d'appel des interlocuteurs au sein du musée.....	30

LEXIQUE

- **APS :** Avant-projet sommaire
- **BAES :** Bloc autonome de l'éclairage de sécurité
- **CCH :** Code de la construction et de l'habitation
- **Cfa :** Courants faibles
- **CFO :** Courants Forts
- **CVC :** Chauffage – ventilation - climatisation
- **EPA :** Etablissement public à caractère administratif
- **ERP :** Etablissement recevant du public
- **DAMSB :** Direction de l'Architecture, de la Maintenance et de la Sécurité des Bâtiments
- **SASS :** Service de l'Accueil, de la Surveillance et de la sécurité
- **DCC :** Direction de la Conservation et des Collections
- **DCE :** Dossier de consultation des entreprises
- **DDEX :** Direction des Expositions
- **DICOM :** Direction de la Communication
- **DM :** Déclencheur manuel
- **DOPC :** Direction de l'Ordre Public et de la Circulation
- **DRHMG :** Direction des Ressources Humaines et des Moyens Généraux
- **DRO :** Détection rapprochée des œuvres
- **DVD :** Direction de la Voirie et des Déplacements
- **GTC :** Gestion technique centralisée
- **ICP :** Inspection commune préalable
- **MC :** Monte-charge
- **MOA :** Maîtrise d'ouvrage
- **MOE :** Maîtrise d'œuvre
- **PCS :** Poste Central de Sécurité
- **PMR :** Personne à mobilité réduite
- **PP :** Préfecture de Police
- **RDC :** Rez-de-chaussée
- **ROC :** Réunion d'ouverture de chantier
- **RUS :** Responsable Unique de Sécurité
- **SAM :** Service de l'Architecture et de la Muséographie
- **SES :** Service Exploitation et Sécurité
- **SMMT :** Service de la Maintenance et de la Modernisation Technique
- **SSI :** Système de sécurité incendie
- **TDE :** Tableau de distribution électrique normal
- **TDS :** Tableau de distribution électrique de sécurité
- **UGCIS :** Unité de gestion centralisée des issues de secours
- **UP :** Unité de passage

CHAPITRE 1 : PRESENTATION GENERALE

Le musée de l'Orangerie, situé dans le jardin des Tuileries et rattaché à l'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing (EPMO), a « pour mission, à titre permanent, de conserver, inventorier, étudier, restaurer, enrichir et exposer, en vue de l'éducation et de la délectation du public ses collections ».

Le musée de l'Orangerie doit assurer la sauvegarde et la conservation préventive des œuvres d'art présentées dans le cadre de ses collections (environ 150 œuvres) et expositions temporaires.

Le musée accueille environ 1 000 000 de visiteurs par an.

Bâtiment classé au titre des monuments historiques, est un ERP de 3ème catégorie de type Y (musée) comportant également des activités de type L (salle audiovisuelle), M (librairie/boutique), N (café) et R (salle pédagogique).

Il est actuellement susceptible de recevoir un effectif simultané de 601 personnes au total.

Les espaces dédiés aux expositions temporaires ont une surface utile de : 550 m².

- Salle exposition temporaire sis au R-2 + bastion : 546 m²
- Salle contrepoint sis au R-2 (19 personnes max) : 38 m²

A ce titre, les exposition temporaires relève des réglementations suivantes :

- Code de la construction et de l'habitation (CCH) :
 - Ordonnance n°2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre 1^{er} du CCH (pour la partie législative) ;
 - Décret n°2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre 1^{er} du CCH et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent ;
 - L./R. 121 à 126 du CCH (encadrement de la conception, de la réalisation, de l'exploitation et des mutations des bâtiments ;
 - L./R/ 134 du CCH (règles générales de sécurité) ;
 - L./R. 141 à 146 du CCH (sécurité des personnes contre les risques d'incendie) ;
 - R. 164-4, R. 164-5, R. 122-8 du CCH (accessibilité).
- Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP du 25 juin 1980 modifié ;
- Arrêté du 12 juin 1995 aux établissements de type Y ;
- Arrêté du 05 février 2007 modifié relatif aux établissements de type L ;
- Arrêté du 22 décembre 1981 modifié relatif aux établissements de type M ;
- Arrêté du 21 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type N ;
- Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

Le présent cahier des charges fixe les prescriptions d'installation et d'aménagement muséographiques communes à l'ensemble des espaces dédiés aux expositions temporaires. Il rappelle également les

principes fondamentaux de prévention qui prennent en compte la valeur exceptionnelle des richesses du patrimoine national et international exposées dans les salles du musée de l'Orangerie.

Les rubriques non mentionnées dans ce cahier des charges, sont soumises, sans dérogation, aux textes en vigueur et doivent respecter les observations édictées par la commission de sécurité, soit à l'étude du dossier, soit lors de ses visites.

Le maître d'œuvre (MOE) exerce une mission de pilotage, intégrant dans sa planification l'ensemble des éléments liés à l'exécution du projet : études, tâches éventuellement confiées aux ateliers du musée, avis contrôles et réception, dossiers réglementaires ...

La Direction des Expositions (DDEX), le Service de l'Accueil, de la Surveillance et de la sécurité (SASS) et la Direction de l'Architecture de la Maintenance et de la Sécurité des Bâtiments (DAMSB) sont représentés aux réunions et aux visites de chantier organisées par le maître d'œuvre.

Ces réunions et visites donneront lieu à un compte rendu rédigé et diffusé par le maître d'œuvre dans les **48 heures**, et à l'émission de prescriptions complémentaires ou modifications éventuelles.

Le maître d'œuvre est dans l'obligation de respecter le présent cahier des charges pour chaque projet d'exposition. Dans le cas où des installations diverses ne seraient pas prévues, ni réalisées conformément aux dossiers déposés et au cahier des charges, la Présidence de l'EPMO, sur avis de la Commission de sécurité, et en application de l'article 4 de l'arrêté du 3 novembre 1978 (J.O. Janvier 1979), se réserve le droit de faire démonter les aménagements présentant des risques d'incendie et de panique sans recours possible du responsable mentionné ci-dessus.

CHAPITRE 2 : PRESCRIPTIONS GENERALES A APPLIQUER PAR LE MAITRE D'ŒUVRE LORS DE LA CONCEPTION DE L'EXPOSITION

2.1. Procédure d'accès au musée

En cas de livraison de matériels par l'extérieur, ou de la mise en œuvre de benne nécessitant un stationnement sur le domaine du jardin des Tuileries la demande doit être faite **au plus tard 48h à l'avance** avec le nom du chauffeur, l'immatriculation et le type de véhicule :

- au chef du SASS du musée de l'Orangerie et son adjoint
- au(x) régisseur(s)
- à la coordinatrice du musée de l'Orangerie
- à la conductrice des travaux interne au musée de l'Orangerie

2.1.1. Utilisation des Monte-charges

Le monte-charge situé au RDC donne accès directement aux salles d'exposition du R-2.

La livraison du matériel, par l'entreprise d'aménagements et sera utilisé en priorité.

- **Monte-charge** : H2.37m. ; L1.30m. ; Pr2.31m ; Diag 2.58 m. ; Ouverture porte. ; Charge admissible 1600 kg

L'accès de toute personne intervenant sur le chantier, depuis la phase de conception jusqu'au démontage de l'exposition temporaire, est soumis à une autorisation d'accès. La liste des personnels habilités est tenue et mise à jour à chaque exposition. Pour le personnel relevant des entreprises extérieures, le maître d'œuvre doit adresser une demande à la Direction des Expositions (DDEX) du musée d'Orsay à transmettre au musée de l'Orangerie.

Pour être valide, cette demande doit être formulée **au plus tard 72 H** avant la date d'intervention prévue, avec les indications suivantes :

- Nom de la société, liste, identité et fonction des personnels ;
- Date et durée de l'intervention ;
- Zone de travail ou locaux concernés par le chantier.

L'accès de toute personne intervenant sur le chantier, est soumise à une autorisation d'accès. Le Maître d'œuvre et les prestataires en charges des montages doivent adresser cette demande :

- à la Direction des Expositions (DDEX) de l'EPMO-VGE à transmettre au musée de l'Orangerie.
- au chef du SASS du musée de l'Orangerie et son adjoint
- au(x) régisseur(s)
- à la coordinatrice du musée de l'Orangerie
- à la conductrice des travaux interne au musée de l'Orangerie

Pour être valide, cette demande doit être formulée **au plus tard 48h** avant la date d'intervention prévue, avec les indications suivantes :

- *Nom de la société, liste, identité et fonctions des personnels.*
- *Durée de l'intervention.*

Ouverture au public du jardin des Tuileries

Horaires d'hiver (du dernier dimanche de septembre au dernier samedi de mars) : de 7h30 à 19h30

Horaires d'été* (du dernier dimanche de mars au dernier samedi de septembre) : de 7h00 à 21h00

Horaires d'été 1er juin au 31 août de 7h00 à 23h00

2.1.2 Livraison lourdes (matériel ou œuvres)

Les livraisons lourdes doivent avoir lieu le mardi jour de fermeture du musée et exceptionnellement les autres jours ouvrés de la semaine avant 9h.

Les éléments volumineux ne rentrant pas dans le monte-charge doivent être manutentionnés par les escaliers.

Une vigilance particulière est demandée aux entreprises lors de ces phases de livraisons concernant l'ouverture et la fermeture de la grande porte constituant le passage vers l'extérieur, cette porte doit absolument être refermée à chaque passage tant pour des raisons de sécurité que pour éviter toute déstabilisation du climat au niveau des Nymphéas.

2.2. Contraintes au regard du règlement du 25/06/1980 modifié, relatif à la sécurité incendie dans les ERP

2.2.1. Procédure et constitution du dossier de sécurité

2.2.1.1. Expositions temporaires respectant le cahier des charges

Pour chaque exposition temporaire conforme au cahier des charges, la DDEX transmettra, au SASS et à la direction du musée de l'Orangerie, un dossier simplifié du maître d'œuvre comportant le plan détaillé de la scénographie projeté et le plan des installations de sécurité portant les indications :

- La largeur, la longueur des dégagements et circulations ainsi que leur nombre ;
- L'emplacement des moyens d'extinction ;
- L'emplacement des blocs d'éclairage d'évacuation ;
- La qualité réglementaire des aménagements ;
- L'emplacement des téléphones de sécurité ;
- La hauteur des cimaises et/ou présence de velums ou faux-plafonds (qui ne devront pas faire obstacle au dispositif de désenfumage et de détection incendie ainsi qu'à la circulation d'air générée par la climatisation) ;
- L'emplacement des sondes de température et d'hygrométrie.

2.2.1.2. Expositions temporaires hors cahier des charges (par exemple installation d'effets pyrotechniques ou de lasers)

Dans l'éventualité d'une exposition nécessitant l'installation technique non référencée dans ce cahier des charges, un dossier de sécurité sera adressé par le musée de l'Orangerie au SES, à la PP, **en trois (3) exemplaires, au minimum un (1) mois avant la date de la manifestation.**

Le maître d'œuvre devra fournir au Service exploitation et sécurité par l'intermédiaire de la DDEX un dossier spécifique comportant les pièces suivantes :

- **Une notice descriptive comprenant :**
 - o La nature de la manifestation ;
 - o Les noms et les adresses du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du commissaire de l'exposition ;
 - o La description des aménagements.
- **Une notice de sécurité ;**
- **Une notice d'accessibilité ;**
- **Plans d'implantation de la manifestation faisant apparaître :**
 - o La disposition des aménagements ;
 - o Les installations techniques provisoires ;
 - o Les circulations horizontales et verticales pour l'évacuation du public jusqu'aux sorties extérieures ;
 - o L'emplacement des moyens d'alarme, d'alerte et de secours.
- **Les procès-verbaux de comportement au feu des matériaux :** Les procès-verbaux de comportement au feu de tous les matériaux utilisés, conformes à l'article GN 12 du règlement de sécurité ainsi que les documents certifiant la résistance des diverses structures aériennes, sont rassemblés et tenus à la disposition de la commission de sécurité. **Ces procès-verbaux doivent être transmis quinze (15) jours avant montage au SASS (archivage dans le registre de sécurité du musée De l'orangerie) par l'intermédiaire de la DDEX.**

2.2.2. Effectif admissible et système de comptage des visiteurs

2.2.2.1. *Effectif admissible*

L'effectif admissible simultanément doit être limité à 160 personnes.

Dans le cas d'expositions temporaires dites « grand public » l'effectif peut être porté à 300 personnes.

Salles d'expositions temporaires



01 PLAN SALLES D'EXPOSITIONS TEMPORAIRES RDC BAS - ORANGERIE

2.2.3. Dégagements et issues

- Les dégagements et les issues doivent être conçus selon les critères du règlement de sécurité pour permettre une évacuation simple, rapide et sûre du public.
- Aucune circulation ne doit avoir une largeur inférieure à 2 unités de passage (1,40m).
- Aucune saillie d'aménagement, de mobiliers, de barrières de mise à distance ou d'objets divers ne doit gêner l'écoulement rapide du flux du public ni obturer les signalétiques de sécurité.

- Aucun accrochage d'œuvre, notamment de petit format ne doit être prévu à proximité des issues de secours.
- Les panneaux, les socles et les vitrines de présentation seront stabilisés pour empêcher leur renversement.
- En cas de création d'un cul-de-sac pour des raisons scénographiques, sa longueur sera de 10 m maximum.

2.2.4. Aménagements intérieurs

- Le maître d'œuvre emploiera des **matériaux de catégorie M1 pour les aménagements** suivants :
 - Les aménagements intérieurs ;
 - Les éléments de décoration ou d'habillage flottant ;
 - Les revêtements muraux des locaux et dégagements ;
 - Les isolations acoustiques, thermiques ou toutes autres isolations au contact de l'air ;
 - Les plafonds et plafonds suspendus.
- Aucun élément de scénographie ou de signalétique ne doit masquer les locaux techniques et notamment les tableaux électriques.
- De plus la mise en place d'un vélum nécessitera au minimum les précautions suivantes :
 - Il doit être compatible avec les exigences requises au niveau de l'éclairage de sécurité (validation par test et mesure) ;
 - Il doit être pourvu d'un système d'accrochage empêchant sa chute accidentelle sur le public ;
 - Il ne peut faire obstacle à la détection automatique d'incendie et au désenfumage ;
 - Il doit assurer la circulation de l'air nécessaire à la climatisation.
- Les **revêtements de sol** doivent être au minimum en **matériaux M4** et solidement fixés. L'emploi de tentures, portières, rideaux, voilages est interdit dans les dégagements. Tout dépôt de matériaux, en particulier inflammable, derrière les cimaises est interdit.
- Il est rappelé qu'aucun dispositif de commande mécanique, électrique ou sonde, grille ou dispositif participant à la lutte contre l'incendie ne peut être masqué ou peint. La DAMSB et le SPSI devront être préalablement consultés lors de la conception de tout élément visant à masquer toute trappe ou porte d'accès à un local technique ou lié à la sécurité.

Aménagements intérieurs

✓ Sols :

Les sols existants de l'ensemble de l'espace sont constitués de dalles de pierres ALTA QUARTZITE. Une méthodologie de protection du sol et de pose des cimaises sans impact pour les dalles de pierres devra être proposée au maître d'ouvrage (aucun vissage ou autre système d'accroche qui pourrait détériorer les sols). La même méthodologie devra être renouvelée lors du démontage. Afin d'éviter les traces de peinture sur les pierres, le maître d'œuvre devra prévoir des cimaises avec un joint creux en pied de cimaise. Ce joint creux devra être peint en atelier et protégé lors de l'installation et la mise en peinture de l'espace.

2.2.5. Désenfumage

Il ne doit pas être créé d'obstacle au bon fonctionnement du désenfumage. Toute création de faux-plafonds, cimaises et autres éléments doit être préalablement approuvé par la direction de l'orangerie en collaboration avec la DAMSB, car le désenfumage ne peut être compromis.

2.2.6. Chauffage – Ventilation – Climatisation (CVC)

De façon générale, le contrôle des centrales de traitement d'air (CTA) ainsi que le contrôle des sondes de température et d'hygrométrie, est effectué par les agents du Pc sécurité, au moyen d'une régulation multi-paramètres automatisée de type industriel.

2.2.6.1. Espace exposition temporaire

Cet espace possède sa propre installation de climatisation, qui se compose de la façon suivante :

- D'une centrale de traitement d'air et 5 sondes de relevé.

La température et l'hygrométrie des salles sont contrôlées et respectent les valeurs suivantes :

- **Température : 20°C (+/- 3C)**
- **Humidité relative : 45-55 %**

Ces conditions peuvent être légèrement modulées globalement en fonction des impératifs de conservations des œuvres.

L'emplacement des sondes de température et d'hygrométrie doit être prévu dès l'APS avant le montage des cimaises avec le responsable CVC et le responsable GTC/GMAO de la DAMSB. **Ces sondes ne doivent en aucun cas être peintes ni occultées.**

Les bouches de climatisation doivent demeurer libres de tout obstacle.

La mise en route de la climatisation doit être effective la journée précédant l'arrivée des premières œuvres dans les salles d'expositions.

Le projet devra impérativement respecter le dégagement nécessaire au bon fonctionnement des bouches de soufflage d'air et ne pas masquer les sondes d'hygrométrie et de température.

Les salles concernées possèdent leur propre centrale de traitement d'air.

La climatisation du musée est assurée à partir de 12 centrales de traitement d'air réparties dans les locaux techniques du musée. Ces centrales garantissent la régulation et le renouvellement d'air.

En fonction des saisons, la production de froid et/ou de chaud permet de maintenir une température constante dans toutes les zones muséographiques.

Les conditions peuvent être légèrement modulées globalement en fonction des impératifs de conservation des œuvres.

Ces salles sont équipées de sondes fixes et radio transmission de température et d'hygrométrie, permettant de contrôler le respect des conditions de conservation des œuvres.

Les sondes température et hygrométrie ne doivent en aucun cas être peintes ni occultées.

2.2.7. Electricité - Eclairage de sécurité

2.2.7.1. Généralités

Le projet d'installation technique sera impérativement soumis à l'accord du responsable CFO (courants forts) de la DAMSB, préalablement à la consultation des entreprises.

Tout appareillage d'éclairage supplémentaire ainsi que son entretien sont, dans la mesure du possible (délais administratifs d'achat de 3 mois au minimum), à la charge de la DAMSB. Le maître d'œuvre devra donc, dès l'élaboration de son projet, se rapprocher de la DAMSB qui lui fournira l'accès à l'inventaire du stock du musée et lui indiquera ses disponibilités en matériel. La pose et le réglage des appareils d'éclairage sont à la charge du maître d'œuvre et du prestataire en charge du montage.

Toute consignation électrique doit faire l'objet d'une demande préalable (**délai 72 heures**) auprès du responsable technique de l'Orangerie ou du responsable CFO de la DAMSB. Les consignations et déconsignations sont effectuées par le personnel dûment habilité du musée ou de l'entreprise titulaire du marché de maintenance CFO.

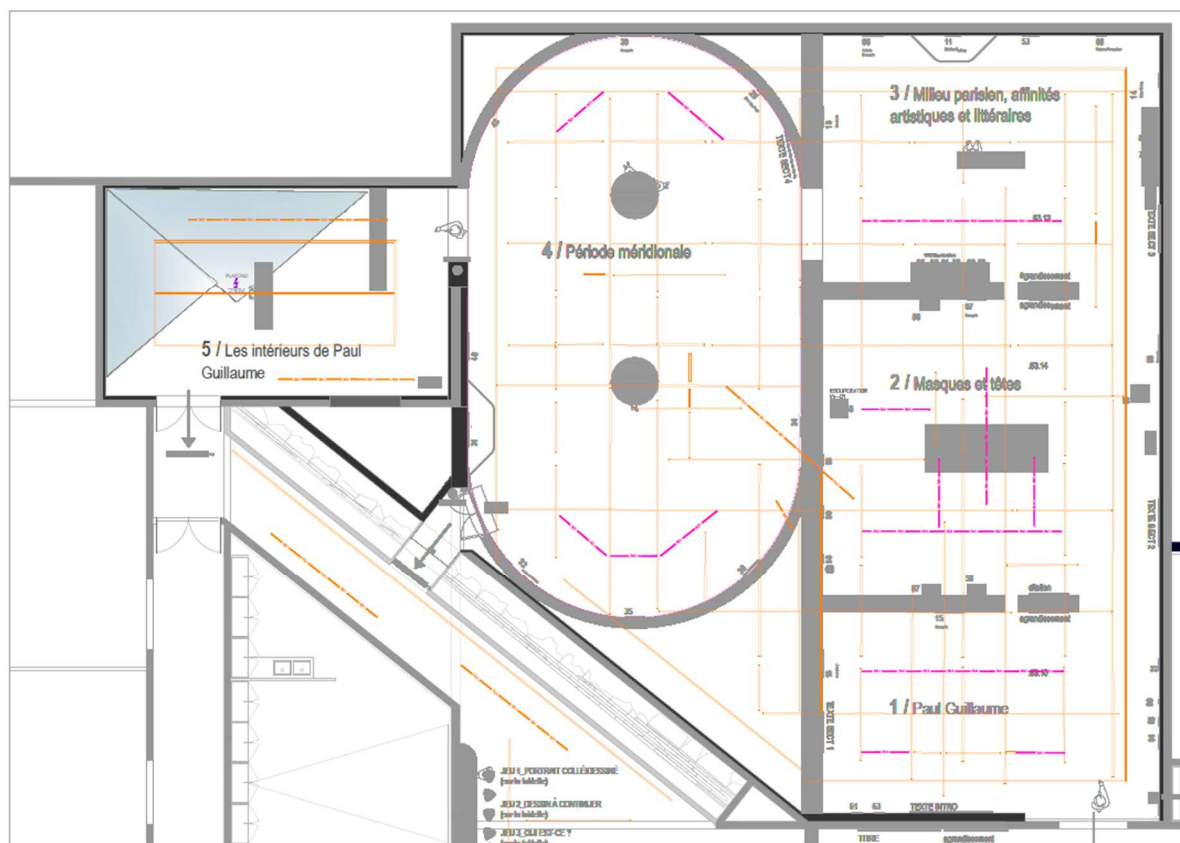
Les travaux électriques doivent être réalisés par une entreprise qualifiée et seront vérifiés par le responsable CFO de la DAMSB, en présence de l'entreprise chargée de la maintenance électrique du musée. Le maître d'œuvre devra veiller à masquer les câbles de ses installations.

Toute intervention sur les armoires électriques du musée devra être effectuée en présence ou par l'entreprise en charge de la maintenance électrique du musée.

2.2.7.2. Branchements et éclairage

Les installations d'éclairage électrique dans les espaces se présentent de la manière suivante :

- Armoires électriques normales (TDE) et de sécurité (TDS) ;
- Eclairage de sécurité (composé d'un éclairage d'évacuation et d'ambiance ou d'anti-panique) ;
- Sous rail équipés de rubans LED réglables Les plafonds des espaces d'expositions temporaire sont équipés de rails Erco 3 allumages destinés à l'installation des spots d'exposition (100% led).



- Lorsqu'une installation spécifique liée à une œuvre au sein d'une exposition temporaire nécessite une installation électrique temporaire et selon la scénographie, des lampes fluorescentes et de basse tension peuvent être utilisées.

Le régisseur technique de la DDEX aura à charge la supervision des éclairages.

Les lampes incandescentes ne sont pas autorisées.

Les normes internationales d'éclairage des œuvres d'art doivent être respectées, notamment les 50 lux maximums, pour les œuvres sensibles à la lumière (Arts Graphiques et photographies).

2.2.7.3. Eclairage de sécurité

➤ **Eclairage d'ambiance ou anti-panique**

Un éclairage d'ambiance à allumage automatique ou permanent est installé pour permettre une luminosité d'au moins 5 lumens par m² de surface du local.

Pour le cas où l'aménagement scénographique serait à l'origine de création de « zones d'ombre » où la luminosité anti-panique serait inférieure à 5 lumens par m², le dispositif d'éclairage, dans des conditions compatibles avec les normes de sécurité, devra être validé par le RUS.

➤ **Évacuation**

Le balisage des cheminements est assuré par des indications blanches sur fond vert (BAES), placées de telle façon que le public en aperçoive toujours au moins une de tout point accessible. Le cas échéant le balisage existant sera complété. Les appareils supplémentaires et leur pose sont à la charge du musée de l'Orangerie.

➤ **Essai avant ouverture au public**

Le déplacement éventuel de ces deux (2) types d'installations d'éclairage de sécurité est effectué en concertation avec la DAMSB par l'entreprise chargée de la maintenance CFO, en accord avec le chef du SASS.

La conformité de l'éclairage de sécurité conditionnant l'ouverture au public de l'exposition temporaire sera validée par un essai, réalisé en présence du responsable CFO du SMMT de la DAMSB et de du chef du SASS ou de son adjoint.

2.2.8. Moyens de secours et équipements de sécurité

Le chef du SASS veille au respect de la sécurité incendie sur le site.

Le chef du SASS et le RUS dirigent la formation des personnels du musée (procédures d'urgence, sécurité incendie,). Il intervient également pour chaque exposition temporaire et avant aménagement pour vérifier la prise en compte des dispositions et mesures relatives à la sécurité incendie.

2.2.8.1. Détails des moyens de secours et équipements de sécurité

Les moyens de secours et équipements de sécurité disponibles dans les espaces des expositions temporaires sont :

- SSI de catégorie A ;
- Extincteurs à eau de 6L (1 pour 200 m² minimum) ;
- Extincteurs CO2 de 2 ou 5kg en fonction des risques ;
- Système de désenfumage naturel asservi à la détection incendie ;
- Le compartimentage des conduits de climatisation est réalisé au moyen de clapets asservis à la détection incendie ;
- Les aménagements sont en accord avec le règlement de sécurité du 25/06/1980 modifié, en ce qui concerne la réaction au feu, **sauf pour les cimaises dont la réaction au feu aggravée est classée M1** ;
- Déclencheurs manuels ;(DM)
- Moyens d'alerte par téléphone de sécurité « de couleur rouge » (ligne directe reliée à la centrale de surveillance « PCS ») ;
- Ligne du téléphone urbain au PCS.
-

2.2.8.2. Règles à respecter pour l'APS

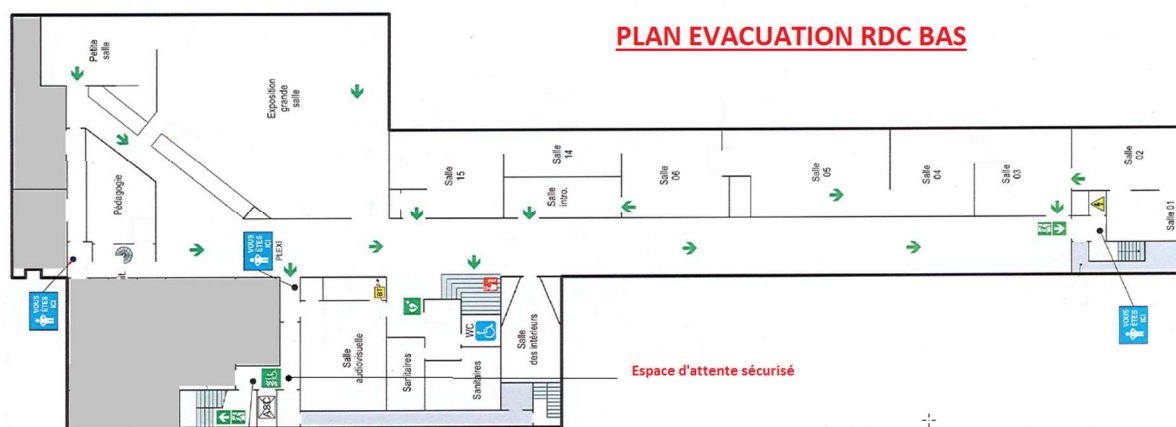
Le balisage des issues de secours doit être adapté en fonction des aménagements temporaires des expositions.

En cas d'occultation des moyens de secours (extincteurs, commande de désenfumage, etc.), leur emplacement doit être signalé (signalétique normalisée) et avoir été préalablement validé par le chef du SASS. Il en est de même pour tout déplacement de ces moyens de secours. Dans tous les cas, ils doivent rester toujours accessibles et facilement manœuvrables.

Les équipements de détection incendie et les déclencheurs manuels doivent être conservés et non obstrués (aucun élément ne doit venir empêcher son fonctionnement). Les téléphones rouges doivent rester visibles. En accord avec le chef du SASS, ils peuvent le cas échéant, être déplacés par le responsable CFO du SMMT de la DAMSB.

Le message d'évacuation devra être rendu audible et compréhensible en tous points, y compris en cas de sonorisation de l'exposition (coupure du son liée aux messages d'évacuation, cette prestation sera à la charge du titulaire etc.).

2.2.8.3. Plans d'évacuation et d'implantation des moyens de secours



2.3. Contraintes au regard du bâtiment

Le bâtiment du musée de l'Orangerie est construit en pierre (murs extérieurs, supports de structure), béton (murs intérieurs, sols, plafonds, supports de structure), verre de sécurité (plafonds), acier (structures porteuses).

Les matériaux et éléments de construction employés sont classés M0 conformément à l'article GN12 du règlement du 25 juin 1980 modifié.

Selon les normes françaises, les aménagements sont rendus suffisamment solides pour la préservation des objets destinés à être supportés et des personnes. Cependant, aucun percement n'est autorisé sur les parois en pierre existantes et sur les dallages au sol.

Afin de ne pas être renversé, le mobilier (caisses, comptoirs, bancs...) sera également fixé sur une paroi ou au sol sans recours à des percements ou chevillages.

L'avis d'un bureau de contrôle, à la charge du maître d'ouvrage (EPMO), sera missionné,

d'importantes modifications ont lieu dans ces espaces, relatives a :

- La solidité et la stabilité des structures temporaires (cimaises ...) qui doivent faire l'objet de notes de calcul appropriées, et d'un contrôle strict en phase d'exécution ;
- La conformité et la sécurité des installations électriques et techniques.

2.3.1. Charge au sol des espaces des expositions temporaires

Les surcharges maximales admissibles dans les espaces d'exposition temporaire sis au R-2 ne doivent pas dépasser les normes ci-après :

- Surcharge d'exploitation :
 - Uniforme de 500kg/m²
 - Ponctuelle de 500kg sur une emprise de 50mm x 50mm
- Surcharge due aux objets pondéreux :
 - Uniforme de 3000kg / 3m².

2.3.3. Maintenance

La conception des aménagements muséographiques doit laisser la possibilité d'effectuer correctement le nettoyage des salles, la maintenance des réseaux et équipements (*blocs secours, éclairages, caméras, détecteurs incendie et sûreté, sondes de température et d'hygrométrie*) sans qu'il soit nécessaire de décrocher ou déplacer les œuvres.

La maintenance des installations techniques propres à l'exposition temporaire est à la charge de l'EPMO.

2.3.4. Remise en état des lieux

Le projet et le budget de l'exposition doivent inclure :

- **Le démontage de la scénographie et la remise en état des lieux (nettoyage complet) à l'issue de ce démontage.**

Il est de la responsabilité du maître d'œuvre et des prestataires en charge des montages que le chantier soit nettoyé, bien tenu et en parfait état de propreté et que les prestations de l'entreprise sélectionnée incluent le nettoyage journalier du chantier (balayage et enlèvement des déchets) et tous travaux, y compris le cas où des éléments (cimaises, câblages, etc.) proviendraient d'une exposition antérieure.

Le rétro-planning doit inclure les temps de nettoyage par le musée :

- 4 heures avant l'arrivée des œuvres (prévoir 8 heures si le décapage du sol est nécessaire) ;
- 4 heures pour les vélums ;
- 4 heures avant le vernissage prévu ;
- 4 heures avant l'inauguration.

Les quatre (4) heures représentent un temps minimum, si l'espace est totalement disponible pour le ménage.

Le maître d'œuvre prévoira des pénalités qui seront appliquées aux entreprises en cas de non-respect de cette clause.

Dans le cas où tout ou partie des éléments scénographiques seraient conservés pour l'exposition suivante, le maître d'œuvre devra s'engager à remettre les éléments à conserver ou à évacuer à la DDEX, qui les fera parvenir à la Direction de l'Orangerie.

Tous les éléments mis en place par les services internes du musée (ateliers techniques notamment) seront conservés, leur dépose et leur récupération étant à la charge du musée. Une clause indiquant que, pour le cas où certains de ces éléments (appareils d'éclairage et éléments de serrurerie notamment) seraient évacués par erreur lors de la dépose l'entreprise se devra de les remplacer à ses frais.

2.4.2. Sûreté des œuvres

Les sculptures et objets d'art légers ou de faible volume doivent être placés sous vitrine ou solidement fixés sur leur support. Il convient d'assurer également la sûreté de ces objets durant la durée du montage. Les vitrines doivent être parfaitement auto-stables et avec des fermetures sécurisées.

Des mesures de protection adaptées à la conservation et à la sûreté des œuvres peuvent être mise en place selon les exigences des prêteurs. Elles doivent être prévues dès l'APS et validées par la DOR et la DAMSB. Les frais doivent être inclus dans le coût d'objectif du maître d'œuvre.

Aucun accrochage d'œuvre, notamment de petit format, ne doit être prévu à proximité immédiate des issues de secours.

Le maître d'œuvre devra prévoir des capots pour les vitrines selon la demande du commissaire de l'exposition et /ou de la DDEX.

Lors du montage de cimaises, vélums, cloisons, ni les capteurs de présence, ni les caméras de vidéosurveillance ne doivent être occultés.

Le maître d'œuvre prévoira, en cas de demandes des prêteurs ou d'exigences de l'EPMO, la mise en place de mise à distance, intégrées à son projet de scénographie et soumises à l'accord préalable de la direction de l'Orangerie et de la DDEX. Ces mises à distance ne devront pas occasionner de gêne à la circulation du public et ne présenteront pas d'éléments pouvant entraîner des blessures pour les visiteurs, voire des chutes de personne sur les œuvres exposées.

Le recours au modèle type de mise à distance amovible utilisé par le musée dans les espaces d'expositions permanentes pourra être envisagé. Le maître d'œuvre se rapprochera de la DAMSB afin de déterminer si un stock est disponible au musée.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre devra intégrer la commande de mises à distance identiques à son dossier de consultation des entreprises (DCE). Le coût de ces mises à distance sera intégré au coût de l'opération. Les mises à distance acquises pour l'exploitation demeureront propriété du musée de l'Orangerie et seront remises à l'atelier métallerie de la DAMSB au moment du démontage de l'exposition.

2.4.3. Système de supervision Vol/Effraction (vidéoprotection, vidéosurveillance, détection électronique)

Le système de supervision, dédié à la sûreté est placé au poste centrale de sécurité (PCS). Ce système est exploité 24h/24h par des opérateurs qui ont en charge la gestion des alarmes sur la détection périmétrique, volumétrique et la vidéoprotection/vidéosurveillance.

La conception du projet ne doit pas entraîner une diminution du nombre ou de l'efficacité des équipements dédiés à la sûreté.

D'éventuels dispositifs supplémentaires de protection ou de DRO doivent être pris en compte dès la phase de conception (en cas de demandes spécifiques de prêteurs par exemple), la faisabilité devra être étudiée avec le responsable Courants faibles « Cfa » du SMMT de la DAMSB.

Le positionnement des caméras est réalisé sur les ressources existantes (prises et borniers) par la DAMSB. Tous les déplacements de caméras, réorientations et réglages sont à la charge de l'EPMO. Le maître d'œuvre devra inclure au minimum **sept (7) jours de délai** pour l'adaptation des installations de vidéosurveillance et pour les réglages. La faisabilité devra être étudiée avec le responsable Cfa du SMMT de la DAMSB dès la phase de conception

2.4.4. Surveillance humaine

La surveillance des salles dédiées aux expositions temporaires est confiée à une équipe de surveillants affectés au SASS.

Les effectifs et le positionnement des agents sont définis en fonction des besoins (œuvres fragiles, flux du public, issues de secours, événements particuliers...) en privilégiant une couverture de terrain optimale.

Les agents sont mobiles, mais évoluent dans des secteurs limités, changeant au cours de la journée pour éviter l'aspect routinier de la surveillance statique. Leur mission est de faire respecter le règlement de visite, d'accueillir le public et d'appliquer les consignes de sécurité.

En phase de montage et démontage, dès lors que des œuvres sont présentes dans les espaces, des agents de surveillance veillent aux entrées et aux sorties et effectuent des rondes dans la zone d'exposition temporaire. Les intervenants sont tenus de se conformer aux instructions de ces agents (port du badge, etc...).

2.5. Contraintes liées à la signalétique

Cette signalétique sera prise en compte et validée par la DDEX. La réalisation sera effectuée soit par l'atelier graphique de la Direction de la Communication (DICOM), soit par un prestataire extérieur. La signalétique ne doit pas se confondre avec celle liée à la sécurité incendie, notamment concernant les couleurs.

2.5.1. Typologie

➤ **Entrée :**

- Titrage et dates de l'exposition ;
- Mentions spéciales organisation et partenariats (avec logotypes) ;
- Information (visites avec conférencier, audioguides).

➤ **Contenus scientifiques :**

- Texte de présentation générale ;
- Chronologie ;
- Titres et textes pédagogiques de salles ;

- Citations ;
- Cartels d'œuvre + numéros audioguide.
- **Signalétique divers :**
 - Règlement et sécurité (interdictions, RIA, incendie) ;
 - Orientation et service (fléchage de parcours, sortie) ;
 - Programmation (autour de l'exposition : visites, auditorium...) ;
 - Ours en fin de parcours ;
 - Reproductions murales.

2.5.2. Etapes de projet

- **Conception graphique ;**
- **Validation par les services du musée :**
 - Dossier de projet en fichier PDF pour avis et corrections ;
 - Maquette type à l'échelle (mur mentions organisation et partenariats, texte de salle, cartels d'œuvre) in-situ dans l'espace d'exposition pour appréciation et BAT.
- **Réalisation / fabrication / pose / maintenance.**

2.5.3. Contraintes

Lisibilité pour les différents publics y compris sur l'accessibilité (prises en compte de tous les handicaps) :

- Zones de placement des textes pédagogiques au mur : au maximum entre 0,75m et 2m à partir du sol (la zone de lecture la plus aisée pour tout type de public se situant entre 0,90m et 1,40m) ;
- Corps de caractère : minuscules entre 5 et 7mm minimum pour les textes scientifiques / entre 4.5 et 7mm minimum pour les cartels ;
- Pictogrammes audioguide ≥ 50mm, avec numéro corps 60 minimum ;
- Hauteur maximum des cartels à 1m du sol (exigence du public handicapé en fauteuil roulant).

Technique :

- Superviser le suivi de pose de la société de fabrication ;
- Assurer l'adhérence parfaite des découpes adhésives sur différentes composantes des peintures murales.

CHAPITRE 3 : PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ENTREPRISES LORS DU MONTAGE ET DU DEMONTAGE DES INSTALLATIONS

Ces prescriptions devront être intégrées par le maître d'œuvre aux DCE. Elles ne présentent pas une portée limitative. Le maître d'œuvre aura à sa charge de les compléter en fonction de la spécificité de son projet.

3.1. Sécurité et Protection de la Santé

En application du décret 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux opérations effectuées dans un

établissement (entreprise utilisatrice) par prestataire extérieur (entreprise extérieure), **un Plan de Prévention devra être renseigné et cosigné entre les 2 parties.**

Le SES à charge la réalisation des plans de prévention. Une inspection commune préalable (ICP) des lieux entre l'entreprise désignée (entreprise extérieure), la DDEX et le SES sera effectuée et ceci avant tout début d'exécution sur le site et au préalable à l'élaboration du plan de prévention.

3.2. Consignes générales de sécurité

3.2.1. Sécurité des personnes

Il est rappelé qu'il est interdit :

- D'installer des tentures dans les circulations ;
- De masquer le balisage des issues de secours ;
- De masquer ou d'interdire, par des installations, l'accès aux moyens de secours (*extincteurs, boîtiers d'alarme, portes coupe-feu, désenfumage, détection automatique, etc...*).

L'installation des moyens de secours définis ci-après sera revue par le personnel du SASS dans tous les espaces :

- Un extincteur à CO₂ à proximité des installations électriques ;
- Un extincteur à eau pulvérisée de 6L minimum, à raison d'un appareil pour 200m², à disposer d'une manière générale près des accès, dans les dégagements, etc...

3.2.2. Permis feu - Poussières

Les travaux par points chauds étant une source importante d'incendie, compte tenu des risques présentés et des installations techniques en place sur le site, les procédures et dispositions suivantes devront être respectées.

3.2.2.1. Définition des travaux nécessitant la procédure d'instruction de permis feu

Les travaux tels que soudures, découpages, tronçonnages, meulages, ponçages ainsi que tous travaux soulevant de la poussière ou produisant des aérosols, doivent faire l'objet d'une demande de permis de feu, soit pour le risque incendie soit pour leurs actions sur la détection incendie et ses dispositifs actionnés de sécurité (*message d'évacuation, compartimentage*). **Ce document est obligatoire.**

La signature des permis de feu engage les différentes parties concernées. Il désigne au recto le donneur d'ordre, l'entreprise effectuant le travail, la description du travail avec le lieu précis, les heures de début et de fin, les personnes réalisant le travail, les consignes particulières, les risques signalés, les moyens de protection contre les projections, les moyens d'alerte, les moyens de secours de première intervention. Au verso on trouve les instructions de sécurité à respecter impérativement pendant et après le travail.

3.2.2.2. Procédure

Les représentants des entreprises titulaires d'un marché peuvent effectuer les travaux par points chauds, sous réserve du dépôt d'un permis feu journalier auprès du SASS 48h avant le jour de leur exécution et cela avant 17h30. Le permis de feu ne peut être accordé que pour une seule journée.

- **Affichage du permis feu** : Les permis feu du jour doivent être affichés sur les lieux de travail ou être en possession de l'exécutant.
- **Repérage des points chauds** : Ils doivent être repérés
 - Soit par des pancartes ou des flèches rouges autocollantes ;

- Soit par des affichages journaliers à côté du permis feu, du plan des lieux, daté du jour avec repérage des travaux par points chauds.

NB : Une ronde de sécurité, destinée à la prise de contact avec le chef de chantier, est effectuée par le SASS.

- **Avant les travaux l'entreprise devra :**

- Prévenir le SASS Pc sécurité pour permettre la mise hors service de la zone de détection incendie (**postes 4323 :4324 : 4500**) ;
- Vérifier le parfait état des matériels utilisés notamment n'utiliser que des chalumeaux en bon état de fonctionnement équipés de clapets anti-retour ;
- Disposer de moyens propres d'extinction (extincteur à eau pulvérisée 9L + extincteur approprié aux risques) à proximité immédiate du lieu de travail ;
- Disposer les bouteilles de gaz d'une capacité supérieur ou égale à 25L sur un chariot adapté afin que celles-ci puissent être facilement déplacées en cas de sinistre ;
- Protéger par des panneaux métalliques ou en toile incombustible tous les matériaux combustibles ou installations susceptibles d'être un facteur favorable à la propagation de l'incendie ;
- Boucher les ouvertures, fissures à l'aide de matériaux incombustibles ;
- Si les travaux doivent être effectués dans un volume creux s'assurer de son recouplement et de la ventilation du dit volume ;
- Pour souder ou découper à proximité de parties en bois, mouiller au point de feu et autour, sans inonder ;
- Dégager de tous matériaux combustibles ou inflammables le parcours des conduits métalliques traités (attention aux joints de dilatation).

- **Pendant les travaux :**

- Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute ;
- Refroidir les parties ou objets chauffés. Si, il y a impossibilité, les déposer sur des supports incombustibles ;
- Assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas.

- **Après l'exécution des travaux :**

- Fermer les bouteilles d'acétylène et d'oxygène ;
- Démonter les chalumeaux des bouteilles et procéder à l'enlèvement des récipients ;
- Maintenir une surveillance des lieux **pendant 2 heures après la fin des travaux** par points chauds afin de s'assurer que les « points de feu » ont repris une température normale ;
- Prévenir le SASS dès la cessation des travaux pour assurer la remise en service de la détection incendie ;
- Indiquer par des flèches rouges ou des panneaux les points exacts des travaux en vue des rondes de sécurité ;

- Inspecter les lieux de travail, les locaux adjacents pouvant être concernés par des transferts de chaleur.

Tout travail sera interrompu en cas de manquement grave à une consigne faisant courir un danger au musée.

3.2.3. Gaz et électricité

Aucun matériel ou appareil à gaz (type réchaud) ne sera introduit au musée de l'Orangerie. D'autre part, tous les matériels comportant un risque lors de leur utilisation ne seront confiés qu'aux personnels expérimentés et formés spécialement. Ces matériels seront en parfait état de fonctionnement et contrôlés régulièrement, leurs dispositifs de sécurité propres seront toujours parfaitement actifs.

Il est formellement interdit d'ouvrir, sauf pour les personnes habilitées, les armoires électriques et autres armoires techniques du site. Est exclu également tout accès aux locaux HT/BT, TGBT.

Néanmoins pour les prestations nécessitant un accès à ces derniers locaux, celui-ci devra être prévu en présence de l'entreprise en charge de la maintenance du site pour le compte du musée. L'occultation des équipements techniques par l'utilisation de drops ou similaire devra être soumise à l'approbation du responsable CFO du SMMT de la DAMSB.

L'électricité est à l'origine d'accidents du travail graves voire mortels, aussi avant d'intervenir sur des machines, appareils ou installations à l'arrêt, il convient de s'assurer que cette intervention pourra être effectuée sans risque pour l'opérateur. Les travaux sous tension sont interdits. Pour ce faire, il est nécessaire de respecter les procédures :

- **De consignation / déconsignation ;**
- **De travail dans les locaux électriques,** en liaison directe avec le responsable CFO du SMMT de la DAMSB.

3.2.4. Procédure en cas de situation dangereuse, d'accident ou d'évacuation

Toute situation dangereuse ou d'accident doit être signalée au Pc sécurité, par téléphone (**tél :43 23 ou** par le **téléphone intérieur de couleur blanche**). Préciser le lieu exact de l'incident et attendre sur place l'arrivée de l'intervention et des secours.

L'évacuation d'urgence est annoncée par des messages téléphoniques et/ou transmis par la sonorisation générale du musée, le personnel de l'entreprise doit se conformer **aux instructions données par le personnel du musée.**

Numéros d'urgence : En cas d'accident ou de départ d'incendie, le Pc sécurité (PCS) sera alerté en composant le **43 23/43 24/45 00**.

3.2.5. Interdiction de fumer

Le décret n° 2006-1386 du 1^{er} février 2007, relatif à l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, **implique une interdiction totale de fumer**, y compris dans les bureaux individuels, sur les balcons et aux fenêtres. Il n'existe pas de locaux fumeurs.

3.2.6. Sûreté des œuvres et des installations techniques

Seule l'équipe des installateurs, ainsi que le personnel formé par la conservation, est habilitée à manipuler les œuvres.

Lors du montage de cimaises, cloisons, ni les capteurs de présence, ni les caméras de vidéosurveillance ne doivent être occultés ou déplacés.

3.3. Accès et circulation dans le bâtiment

Avant tout début des travaux, l'entrepreneur est tenu de prendre contact avec la DOR à qui il indique dans les 72 heures :

- L'entrée du musée utilisée pour l'accès au chantier ;
- Le nom de la société, la liste, l'identité et les fonctions du personnel ;
- La date et la durée de l'intervention ;
- La zone de travail ou les locaux concernés par le chantier.

L'entrepreneur est tenu d'informer le chef du SASS, son adjoint et **en** cas de dépassement des horaires définis pour l'intervention ou toute autre modification par rapport au plan initial.

Pour la remise des badges d'accès, une pièce d'identité sera exigée. **Le port du badge est obligatoire dans l'enceinte du bâtiment.**

En cas de besoin, les entreprises peuvent travailler le week-end ou en semaine avant 08h00 ou après 18h00, sous réserve d'une autorisation préalable.

Toutefois, les travaux occasionnant une gêne pour les visiteurs (bruits, odeurs...) seront exécutés le mardi (jour de fermeture du musée) ou de nuit, à des conditions qui seront soumises à l'examen de la DOR. Dans tous les cas, le chantier doit être le plus isolé possible. La protection du chantier est à la charge de l'entreprise sauf accord express du musée.

Toute intervention dans les espaces d'exposition, de réserves de transit ou de passage des œuvres est strictement réglementée.

Tout accès et passage par les espaces muséographiques et d'exposition durant les heures d'ouverture au public sont formellement interdits pour les personnes non autorisées.

Pendant la durée des prestations et d'une manière générale, les circulations et issues de secours doivent être laissées libre.

Le personnel du SASS pourra faire interrompre toute intervention si celle-ci devait engendrer un obstacle à la sécurité ou la mise en danger liée à l'activité du musée de l'Orangerie. L'effet de cette interruption sera immédiat.

Les personnels des entreprises extérieures devront respecter les locaux, installations et matériels existants.

3.4. Conditions de travail

L'entreprise est informée :

- Qu'aucune aire de stockage hors chantier ne pourra être octroyée ;
- Qu'il devra prévoir ses propres moyens de manutention et les échafaudages nécessaires à l'accomplissement des travaux. En revanche, il pourra bénéficier de l'usage du monte-charge à des conditions d'utilisation qui lui seront indiquées par la DAMSB ;
- Que les déchets et gravats provenant du chantier devront être évacués à sa charge selon le circuit approuvé par la direction de l'Orangerie.

Pendant les travaux, l'entreprise est la seule responsable de la sécurité de son personnel, ainsi que de la protection des personnes pouvant circuler à proximité de son chantier.

En cas de doute sur les équipements sur lesquels ou à proximité desquels ils interviennent, les personnels de l'entreprise doivent contacter le Pc sécurité (**tél interne :43-23**). Idem, si l'arrêt d'une installation est nécessaire.

3.5. Comportement

Il est strictement interdit de provoquer des nuisances autres que celles consécutives aux travaux (il est, par exemple, interdit d'écouter la radio).

3.6. Nettoyage du chantier

A la fin de chaque journée de travail, le chantier sera laissé en parfait état de propreté. Les gravats et déchets seront impérativement évacués et les sols balayés. Aucun outil ne doit rester sous tension. De plus, les cheminements doivent restés libres.

3.7. Alimentation et évacuation des eaux

- **Il est rigoureusement interdit d'utiliser les vasques et cuvettes sanitaires comme point d'alimentation en eau, de nettoyage des outils ou d'évacuation des eaux sales ;**
- Toute remise en état des sanitaires ou débouchage rendu nécessaire par leur mauvaise utilisation, sera à la charge financière de l'entreprise, qui en aura dûment été prévenue dans son cahier des charges ;
- Des robinets de puisage sont à la disposition des entreprises dans quasiment chaque sanitaire ;
- L'évacuation des eaux usées se fera par les dispositifs prévus à cet effet au sous-sol.

3.8. Prise des repas

Il est formellement interdit de manger et boire hors des zones prévues à cet effet.

3.9. Confidentialité

L'entreprise devra informer son personnel de l'aspect confidentiel du fonctionnement du musée de l'Orangerie :

- Les reproductions de documents, dessins ou photographies sont rigoureusement interdits ;
- Tous les salariés de l'entreprise doivent respecter la confidentialité des installations de sécurité dont ils pourraient avoir connaissance ;
- Toute personne qui enfreindrait ces règles se verrait immédiatement refuser l'accès au chantier ;
- L'entreprise reste responsable de l'attitude de son personnel.

Le musée de l'Orangerie est protégé par un système de vidéoprotection/vidéosurveillance, dans le respect de la réglementation en vigueur.

3.10. PV de Réception de chantiers des expositions

La réception des opérations de montage de l'exposition temporaire doit être formalisée par les PV EXE entre le MOA et la MOE et ceci pour chaque titulaire du marché.

Les PV de réception sont dans l'ordre chronologique :

- ✓ **EXE 5 : PV DE RECEPTION DES TRAVAUX PAR LA MOE**

Document partiellement pré-rempli par la MOA et signé uniquement entre la MOE et le titulaire du marché. En cas de réserves, la MOE doit cocher la case correspondante et remplir l'Annexe 1 de l'EXE

4. Les réserves seront officiellement levées par la MOA via l'EXE 9.

- ✓ **EXE 6 : PV DE RECEPTION DES TRAVAUX PAR LA MOA**

Document partiellement pré-rempli par la MOA et signé uniquement entre la MOE et la MOA (Directrice DDEX). Si réserves, se référer à l'EXE 9.

La MOE signe directement en fin de tour du chantier réalisé en présence du titulaire et de la MOA.

✓ **EXE 8 : PV DE LEVEE DE RESERVES PAR LA MOE**

Il s'agit du document de levée de réserves de levée des réserves qui étaient inscrites en Annexe 1 de l'EXE 4.

Il est signé uniquement entre la MOE et le titulaire du marché. Ce document a valeur de constat de la bonne exécution des travaux restés en réserves jusqu'à la date inscrite dans l'EXE 4.

✓ **EXE 9 : PV DE LEVEE DE RESERVES PAR LA MOA**

Il s'agit du document de levée des réserves qui étaient inscrites en Annexe 1 de l'EXE 4. Il est signé uniquement entre la MOE et la MOA.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

4.1. Dispositions Prévues

4.1.1. Accueil du public

Tout aménagement, équipement ou mobilier situé au point d'accueil du public et nécessaire pour accéder aux espaces ouverts au public, pour utiliser ou pour les comprendre, devra être repéré et pouvoir être atteint et utilisé par une personne handicapée.

Si plusieurs points d'accueil sont aménagés l'un au moins sera rendu accessible dans les mêmes conditions d'accès et d'utilisation que celles offertes aux personnes valides.

Il devra être prioritairement ouvert et être signalé de manière adaptée dès l'entrée.

Les espaces ou équipements destinés à la communication feront l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.

4.1.2. Circulations intérieures horizontales

Les principaux éléments structurants du cheminement seront repérables par les personnes ayant une déficience visuelle et répondront aux exigences applicables au cheminement extérieur accessible.

4.1.3. Revêtements de sols, murs et plafonds

Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements permettront une circulation aisée et sûre des personnes à mobilité réduite.

4.1.4. Portes

Toutes les portes situées sur les cheminements permettront le passage des personnes à mobilité réduite (PMR) et seront manœuvrables par des personnes ayant des capacités physiques réduites y compris en cas de système d'ouverture complexe.

Les portes seront utilisables sans danger. La largeur minimale des portes situées sur les cheminements sera de :

- 2 unités de passage (UP) avec un minimum de 0,90m sur l'un des vantaux lorsque le nombre de personnes dans un local ou une zone dépassera 100 personnes ;
- 1 unité de passage (UP) de 0,90m pour l'accès aux locaux ou zones recevant un effectif inférieur à 100 personnes ;

- Un espace de manœuvre (1,70m de longueur si l'ouverture de la porte se fait en poussant et 2,20m si elle se fait en tirant) sera prévu devant chaque porte à l'exception de celle donnant sur un escalier.

4.1.5. Dispositifs de commande et équipements situés dans les locaux

Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service, devront pouvoir être repérer, atteints et utilisés par les PMR et ne devront pas créer d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.

Dans le cas où plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction sont mis à disposition du public, un au moins par groupe d'équipements ou d'éléments de mobilier devra pouvoir être repéré, atteint et utilisé par une PMR.

4.1.6. Zones d'accueil

Chaque zone d'accueil sera repérable, atteinte et utilisable par une personne en situation de handicap. Sont concernées, les zones suivantes :

- Guichets ;
- Banque d'accueil ;
- Service ;
- Téléphone ;
- Bouton et interrupteurs ;
- etc.

Chaque zone d'accueil, lorsque les usages tels que lire, ou utiliser un clavier sont requis, disposera d'au moins une partie de son équipement à une hauteur accessible aux personnes circulant en fauteuil roulant, à savoir 0,80m du sol ; le bord inférieur étant au moins à 0,70m du sol.

En outre, les espaces destinés à la communication feront l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée (200 lux).

4.1.7. Espaces libres

Les personnes concernées par le handicap moteur (*personnes en fauteuil roulant ou personnes avec des cannes*) ont besoin d'espaces libres de tout obstacle pour trois (3) raisons principales :

- Se reposer ;
- Effectuer une manœuvre ;
- Utiliser un équipement ou un dispositif quelconque.

Ces espaces seront horizontaux au dévers près (2 %) et auront les caractéristiques dimensionnelles suivantes selon les différents espaces libres :

TYPE D'ESPACE	CARACTERISTIQUES dimensionnelles
Palier de repos	
Le palier de repos permettra à une personne debout mais à mobilité réduite ou à une personne en fauteuil roulant de se reprendre, de souffler.	Le palier de repos s'insérera en intégralité dans le cheminement. Il correspondra à un espace rectangulaire de dimensions minimales 1,20m x 1,40m.
Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour	

L'espace de manœuvre permettra la manœuvre du fauteuil roulant mais aussi d'une personne avec une ou deux (2) cannes. Il permettra de s'orienter différemment ou de faire demi-tour.	L'espace de manœuvre restera lié au cheminement mais avec une exigence de largeur correspondant à un 1,50m.
Espace de manœuvre de porte	
Qu'une porte soit située latéralement ou perpendiculairement à l'axe d'une circulation commune, l'espace de manœuvre nécessaire correspondra à un rectangle de même largeur que la circulation commune mais dont la longueur varie selon qu'il faut pousser ou tirer la porte. Cas particulier des sas d'isolement : ils auront pour fonction d'éviter la propagation des effets d'un incendie provenant de locaux dangereux (<i>parc de stationnement, celliers et caves regroupés, etc ...</i>) au reste du bâtiment. Les deux portes s'ouvriront à l'intérieur du sas : lorsqu'un usager handicapé franchit une porte, un autre usager doit pouvoir ouvrir l'autre porte.	Deux cas de figure : - ouverture en poussant : la longueur minimum de l'espace de manœuvre de porte sera de 1,70m ; - ouverture en tirant : la longueur minimum de l'espace de manœuvre de porte sera de 2,20m. Sas d'isolement : - à l'intérieur du sas, devant chaque porte, l'espace de manœuvre correspondra à un espace rectangulaire d'au moins 1,20m x 2,20m ; - à l'extérieur du sas, devant chaque porte, l'espace de manœuvre correspondra à un espace rectangulaire d'au moins 1,20m x 1,70m.
Espace d'usage	
L'espace d'usage permettra le positionnement du fauteuil roulant ou d'une personne avec une ou deux cannes pour utiliser un équipement ou un dispositif de commande ou de service.	L'espace d'usage sera situé à l'aplomb de l'équipement, du dispositif de commande ou de service. Il correspondra à un espace rectangulaire de 0,80m x 1,30m.

4.1.8. Sanitaires

Aménagement d'un cabinet d'aisances aménagé pour les personnes en situation de handicap respectant les préconisations de l'arrêté du 1^{er} août 2006 :

- Comporte, en dehors du débâtement de porte, un espace d'usage accessible à une personne en fauteuil roulant, situé latéralement par rapport à la cuvette ;
- Comporte un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour, situé à l'intérieur du cabinet ;
- L'extrémité des poignées des portes doit être située à plus de 0,40m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant. L'effort nécessaire pour ouvrir la porte doit être inférieur ou égal à 50N, que la porte soit ou non équipée d'un dispositif de fermeture automatique ;
- Un cabinet d'aisances aménagé pour les personnes handicapées doit présenter les caractéristiques suivantes
 - Il comporte un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois entré ;
 - Il comporte un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 0,85m ;

- La surface d'assise de la cuvette sera située à une hauteur comprise entre 0,45m et 0,50m du sol, abattant inclus ;
- Une barre d'appui latérale doit être prévue à côté de la cuvette, permettant le transfert d'une personne en fauteuil roulant et apportant une aide au relevage. La barre doit être située à une hauteur comprise entre 0,70m et 0,80m. Sa fixation ainsi que le support doivent permettre à un adulte de prendre appui de tout son poids. »

Autres équipements :

Les lavabos ou un lavabo au moins par groupe de lavabos doivent être accessibles aux personnes en situation de handicap ainsi que les divers aménagements tels que notamment miroir, distributeur de savon, sèche-mains. Un lavabo accessible doit présenter un vide en partie inférieure d'au moins 0,30m de profondeur, 0,60m de largeur et 0,70m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant. Le choix de l'équipement ainsi que le choix et le positionnement de la robinetterie doivent permettre un usage complet du lavabo en position assis.

4.1.9. Information et signalisation

Lorsque des informations permanentes sont fournies aux visiteurs par le moyen d'une signalisation visuelle ou sonore, celles-ci doivent pouvoir être reçues et interprétées par un visiteur en situation de handicap.

Les éléments d'information et de signalisation doivent être visibles et lisibles par tous les usagers. En

outre, les éléments de signalisation doivent être compréhensibles notamment par les personnes

atteintes de déficience mentale. Seules les informations fournies de façon permanente aux usagers

sont concernées.

✓ **Visibilité :**

- Les informations doivent être regroupées ;
- Les supports d'information doivent répondre aux exigences suivantes :
 - Etre contrastés par rapport à leur environnement immédiat ;
 - Permettre une vision et une lecture en position debout comme en position assis ;
 - Etre choisis, positionnés et orientés de façon à éviter tout effet d'éblouissement, de reflet ou de contre-jour dû à l'éclairage naturel ou artificiel ;
 - S'ils sont situés à une hauteur inférieure à 2,20m, permettre à une personne mal voyante de s'approcher à moins de 1m.

✓ **Lisibilité :**

Les informations données sur ces supports doivent répondre aux exigences suivantes :

- Etre fortement contrastées par rapport au fond du support ;
- La hauteur des caractères d'écriture doit être proportionnée aux circonstances : elle dépend notamment de l'importance de l'information délivrée, des dimensions du local et

de la distance de lecture de référence fixée par le maître d'ouvrage en fonction de ces éléments.

Lorsque les informations ne peuvent être fournies aux usagers sur un autre support, la hauteur des caractères d'écriture ne peut en aucun cas être inférieure à :

- 15mm pour les éléments de signalisation et d'information relatifs à l'orientation ;
- 4,5mm sinon.

✓ **Compréhension :**

La signalisation doit recourir autant que possible à des icônes ou à des pictogrammes. Lorsqu'ils existent, le recours aux pictogrammes normalisés s'impose.

CHAPITRE 5 : LISTE ET NUMEROS D'APPEL DES INTERLOCUTEURS AU SEIN DU MUSEE

Direction de l'Orangerie (DOR)	
Directeur/trice	01 44 50 43 08
Adjoint(e) au Directeur (trice)	01 44 50 43 07
Conducteur (trice) des travaux	01 44 50 43 04
Régisseurs d'œuvres	01 44 50 43 40/43 25
Chef (fe) du SASS	01 44 50 43 03
Adjoint (e) au chef(fe) du SASS	01 44 50 43 02
Pc sécurité	01 44 50 43 23 /44 24/ 45 00
Direction des Expositions (DDEX)	
Directrice	01.40.49.48.57 / 06 64 13 94 35
Régisseur technique des expositions	0623765833
Direction de la Conservation et des Collections (DCC) – Régie des Œuvres	
Cheffe de Service	01.40.49.47.55
Direction de l'Architecture, de la Maintenance et de la Sécurité des Bâtiments (DAMSB)	
Directrice	01.40.49.46.47
DAMSB – Service de l'Architecture et de la Muséographie (SAM)	
Chef de Service	01 40 49 46 43
DAMSB – Service de l'Exploitation et de la Sécurité (SES)	
Chef de Service - RUS	01.40.49.49.13
Adjoint au Chef de Service	01.40.49.46.41
Responsable Réglementation	01 40 49 47 47
Gestionnaire Réglementation	01.40.49.47.94
DAMSB – Service de la Maintenance et de la Modernisation Technique (SMMT)	
Responsable du lot CFO	01.40.49.46.40
Responsable du lot Cfa	01.40.49.48.40
Responsable du lot CVC	01.40.49.48.96

Responsable du lot GTC/GMAO	01.40.49.49.11
Responsable du lot Equipements Mécaniques	01.40.49.49.06
Gestionnaire Badges-Clés	01.40.49.49.83